

# tribune socialiste



**SPECIAL**

**Conseil National  
juin 72**

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Supplément au N° 540 - mercredi 31 mai 1972 - 2 F

## • Aujourd'hui, chaque militant doit choisir

### Gauche révolutionnaire

#### I. - La crise du P.S.U.

Pour le Bureau National, la crise du P.S.U. s'explique de façon simple : une poignée d'excités, groupés dans la G.R., comptent la mort du P.S.U. et ont entrepris contre lui un travail de sape et de sabotage. Il suffira de les éliminer pour que tout rentre, c'est le cas de le dire, dans l'ordre.

Les informations parues dans la presse montrent que ce tableau n'a rien à voir avec la réalité. Borella, signataire du texte majoritaire à Lille s'associe au C.E.R.E.S., les camarades du courant 1 prennent contact avec la Ligue, L.O. et Révolution pour y préparer leur insertion. C'est donc le P.S.U. comme tel qui est frappé par la crise.

L'orientation donnée au P.S.U. par le B.N. depuis Lille est bien évidemment une première cause de la crise. Sans revenir ici sur l'ensemble des initiatives du B.N. et des fédérations qui le soutiennent ces derniers mois, il est clair que ceux-ci conduisent à réintroduire le P.S.U. dans le champ politique des organisations traditionnelles afin qu'il puisse peser sur elles et infléchir leur politique, car aucune transformation sociale en profondeur ne serait concevable sans leur concours.

Cette orientation droitière a certainement accéléré le mûrissement de la crise qui met de plus en plus en évidence l'existence de 2 lignes qui s'affrontent et qui conduisent à des types de pratique antagonistes (y compris dans une même section d'entreprise) bloquant toute possibilité d'avancée : une ligne droitière (union de la gauche, électoralisme, travail syndical exclusif...) et une ligne de gauche (travail de masse prolongé, se heurtant à l'appareil syndical, au révisionnisme, etc.).

La crise du P.S.U. n'est donc pas principalement une question de « mauvaise direction ». Le mal est plus profond, il tient à la nature même du P.S.U. Depuis 68, le P.S.U. peut être défini comme un parti charnière entre le camp réformiste et le camp révolutionnaire, et cela non seulement sur le plan de sa ligne politique, mais aussi sur celui de son organisation et de son idéologie.

Malgré des tentatives de transformation, les structures du P.S.U. restent marquées par leur caractère hétéroclite, la dominance de la section locale, de ceux qui ont du temps, par un travail exclusivement propagandiste, etc. Les militants du parti ont des expériences et des pratiques très différentes : les uns sont enracinés dans les luttes, d'autres diffusent la pensée du parti, d'autres gèrent des mairies... Quelle ligne cohérente pourrait sortir d'un tel magma ? De même, au niveau central les instances du parti ont conservé les méthodes de travail parlementaires héritées de la social-démocratie.

Dans ces conditions le parti ne peut pas jouer le rôle qui incombe à une organisation révolutionnaire : centraliser les expériences dispersées et fragmentaires des groupes de base, les confronter pour accéder à un point de vue d'ensemble sur la lutte des classes, élaborer à partir de ce

point de vue d'ensemble les mots d'ordre qui permettent l'unification des luttes ouvrières et la convergence des mouvements populaires autour d'elles.

Il le peut d'autant moins qu'il pratique en matière idéologique et théorique le libéralisme et l'éclectisme le plus total et admet la coexistence en son sein des idées les plus diverses et les plus contradictoires. Ainsi le P.S.U. apparaît comme un parti charnière entre le camp réformiste et le camp révolutionnaire. Il se rapproche de celui-ci par certaines de ses pratiques locales, mais reste étroitement lié au camp réformiste par le flou et l'inconsistance de ses structures, par son libéralisme idéologique et l'ambiguïté de ses positions publiques. Or ce qui marque la période actuelle de la lutte des classes, c'est que la distance grandit entre les deux camps, c'est qu'entre eux la contradiction devient de



plus en plus aiguë (meurtre de Pierre Overney, luttes récentes dans lesquelles le P.C.F. a révélé de plus en plus clairement sa nature d'organisation contre-révolutionnaire).

Dans ces conditions, le rôle de charnière est de moins en moins tenable, et il serait illusoire de croire qu'on pourrait résoudre la crise en restaurant le P.S.U. d'avant Lille : ce serait passer d'une charnière renforcée à droite à une charnière renforcée à gauche, alors que ce qui est en cause, c'est la possibilité même d'une charnière. En réalité, dans les mois qui viennent chaque militant du P.S.U. va devoir choisir son camp et consentir aux ruptures nécessaires. Le véritable problème est alors de savoir de quelle ligne et de quelle organisation nous avons besoin pour concrétiser ce choix.

#### II. - Éléments d'une ligne politique

a) autonomie de lutte. Nous savons que la classe ouvrière n'est pas homogène, mais qu'elle est traversée par des contradictions (O.S., O.P., techniciens, français, immigrés, hommes, femmes, etc.). Pour

résoudre ces contradictions, la pratique nous a montré qu'il fallait dans un premier temps les laisser s'exprimer pour les résoudre ensuite par le débat, la confrontation des expériences. L'organisation de luttes doit donc respecter la volonté de ces mouvements de prendre en main leurs problèmes spécifiques (amitiés d'ateliers, de jeunes, de femmes, d'immigrés) : un parti ne peut être le lieu d'organisation de ces fronts de lutte comme le veulent les trotskystes.

Mais chaque mouvement autonome ne peut élaborer une ligne à partir de son seul militantisme sur son milieu, comme le proposent les populistes. A chaque lutte, il faut s'appuyer sur les éléments de gauche de la classe ouvrière (éléments les plus avancés). Il faut populariser les idées de gauche dans l'entreprise de façon à rallier les éléments centristes et non l'inverse.

gauche dans l'unité : combattre la conception des « cartels d'organisations », combattre l'influence idéologique des notables locaux (légalisme de la Mairie de St-Brieuc par exemple).

c) Construction du parti : vouloir assumer les deux tâches précédentes exige de poser simultanément le problème du regroupement des ouvriers les plus conscients, regroupement qui ne doit pas se solder par une coupure avec les masses. Le passage, à l'intérieur du comité de luttes du particulier au point de vue d'ensemble par la théorisation de leur expérience, à la lumière du marxisme-léninisme, doit être le facteur de ce dégagement.

La première fonction de ce regroupement est de faire des propositions concrètes au Comité de lutte, propositions étayées sur une analyse des rapports de force, sur une démonstration de la stratégie de l'adversaire. C'est la condition à remplir pour éviter l'isolement du comité de lutte par absence de perspectives, c'est-à-dire sa liquidation. Inversement il combat les tentations suivistes par rapport aux syndicats qui peuvent naître et qui ne font pas avancer l'autonomie de lutte.

La seconde fonction de ce regroupement est d'apporter le point de vue d'ensemble et toutes les explications politiques nécessaires à propos des luttes menées dans l'entreprise et sur les autres terrains. Il préfigure donc le parti à construire.

#### III. - Comment devons-nous nous organiser ?

##### a) la nécessité de l'organisation :

Toutes les pratiques et principes que nous venons de rappeler seraient des vœux pieux si elles n'étaient accompagnées de mesures d'organisation et de méthodes de travail précises.

Les idées justes ne naissent pas dans l'absolu, mais proviennent de la pratique des masses : il ne peut y avoir de ligne politique correcte sans liaison aux masses. Il ne peut y avoir progression de la lutte de classe vers l'objectif de la destruction du système d'exploitation capitaliste sans une organisation révolutionnaire capable de mener la lutte à son terme.

L'organisation dont nous avons besoin aujourd'hui a pour but de permettre l'essor de la lutte de classe autour des éléments de ligne politique rappelés ci-dessus. Nous entendons mener ce débat sur l'organisation dont le mouvement a besoin en analysant concrètement la juste application du marxisme-léninisme à la situation concrète en France et non le clore en proposant la création d'un nouvel état-major auto-proclamé. L'existence de l'avant-garde doit être reconnue par les travailleurs, non seulement parce que ses militants proposent des objectifs crédibles, mais aussi par la présence effective de ces derniers dans les luttes, mais aussi par leur capacité de direction, c'est-à-dire de permettre aux travailleurs en lutte d'avancer collectivement dans la prise de conscience de classe, dans la connaissance des voies et moyens du renversement des classes dominantes et du pouvoir d'Etat bourgeois, et dans la résolution des con-

Là encore il faut favoriser les idées de

traditions au sein du peuple. Ceci implique :

b) à la base : la priorité est à l'intégration dans un groupe de base présent sur le front des luttes. L'objectif fondamental de ces groupes doit être de développer la liaison avec les masses. L'enquête, la lutte de masse pour transformer la réalité, le bilan, sont les méthodes de travail principales des militants communistes. Leurs tâches semblent surtout de savoir prendre les idées des masses pour les synthétiser, d'y apporter les acquis du mouvement ouvrier, de faire avancer la théorisation du mouvement à l'étape où il en est collectivement.

c) Au niveau central

Mais l'existence de groupes de base ne trouve sa pleine signification que dans le cadre d'une organisation à implantation nationale capable à la fois :

- d'être un lieu de débat, de confrontation des différentes expériences, de systé-

matization, d'élaboration de la ligne politique ;

- d'impulser un certain nombre d'initiatives, d'apparitions centrales, en liaison étroite avec le travail de masse et permettant de faire apparaître un réel pôle politique face au réformisme et au révisionnisme (cf. Renault-Vérité, les manifestations Overney, notre prise de position, contradictoire à celle du B.N. sur l'enlèvement de Nogrette).

La nécessité de construire une organisation capable de répondre à ces besoins est souvent remise en cause par la crainte de voir apparaître un groupuscule de plus. Mais ce n'est ni une question de nombre de militants, ni une question d'apparition dans le jeu politique bourgeois. C'est essentiellement une question de rapport aux masses (avant-garde auto-proclamée, possédant la ligne, cherchant à la faire passer ou être au sein des masses, à leur écoute, etc.).

#### IV. - Conclusion

Ces éléments de ligne politique et de principes d'organisation sont le résultat des débats engagés entre les militants de la G.R. ces derniers mois. Mais ils doivent être approfondis et soumis à la vérification de la pratique.

Le débat en la matière est largement ouvert avec l'ensemble des militants qui se posent les mêmes problèmes d'intervention militante et d'organisation.

Encore faut-il, pour cela, avoir choisi clairement son camp : les militants du P.S.U. sont aujourd'hui placés de façon décisive et précise devant l'alternative : **marxisme-léninisme ou social-démocratie**. Il n'est pas possible, plus possible, de temporiser, de faire comme si le P.S.U., même renoué, continuait à être un outil au service du développement des luttes, du dégagement de la gauche ouvrière, de la définition de la ligne politique, de la construction du Parti Révolutionnaire. Tous les militants sont à la croisée des chemins. Nous les invitons à choisir définitivement le camp révolutionnaire.



Collombert

## • Sur la crise du Parti

Guy Berthen  
Michel Buisson  
Claude Colin  
Emmanuelle Daben  
Elie Depardon  
Bernard Fanjat  
Victor Frémeaux  
Jean-Louis Gass  
Yves Grand  
Bernard Huissoud  
Jacques Jean  
Hubert Mazoyer  
Bernard Nourry  
Françoise Perrière  
Daniel Pothin  
Guy Pratique  
Marc Rebuschi  
Andrée Soubeyrand  
de la Fédération du Rhône

Le Parti traverse une crise grave. Jamais les risques d'éclatement et même de disparition n'ont été aussi grands. L'acquis de douze années de luttes et notamment de celles de mai 1968 risque de se volatiliser après dix mois de direction politique de la majorité de Lille.

Nous qui avons refusé l'organisation de tendances dans le Parti, nous ne pouvons plus nous taire. L'évolution de TS et de DIRECTIVES prive les militants des éléments minimum de débats sur la situation du Parti. Dès lors, la discussion reste cantonnée à un nombre limité de militants, tandis qu'un grand nombre d'autres est souvent tenté de conclure : « Ras l'bol des discussions qui risquent de tuer le Parti, il n'y a qu'à respecter la discipline ».

Or, ce qui tue le Parti, c'est justement : 1. l'absence de discussion politique en référence à la pratique. Le fonctionnement parlementaire de la DPN (vote bloqué quelle que soit la question en discussion), aussi bien que la nouvelle conception de TS (blocage d'articles des militants engagés dans les luttes, pas d'édition en tête

rence à ces luttes) empêche l'enclenchement d'une véritable discussion au fond et prive les militants du minimum de références communes nécessaires. Il en résulte une cristallisation des diverses positions et un blocage de l'avance collective du Parti ;

2. le transfert des problèmes politiques sur les questions disciplinaires quand ce n'est pas la volonté de bloquer les débats au niveau des personnes, des procès d'intention ou des ragots.

La crise actuelle ne peut être résolue que par sa prise en charge par les militants effectivement engagés dans les luttes. Il s'agit de situer la nature des désaccords politiques et de discuter puis d'adopter au prochain conseil national des propositions pour résoudre la crise.

#### I. — LA SOURCE DU DESACCORD POLITIQUE : les bases sociales du courant révolutionnaire.

Les luttes menées dans la dernière période (Pannaroya, Berliet-Bouthéon, Girosteel, Nouvelles Galeries de Thionville, le Joint Français...) l'ont été essentiellement par les O.S., les employés prolétariens les travailleurs immigrés. Elles confirment que ces couches constituent la base de masse du mouvement révolutionnaire.

- d'une part, par ce qu'elles sont peu ou pas influencées par le réformisme et l'idéologie petite-bourgeoise ;

- d'autre part, parce que les formes de luttes (grèves dures et prolongées, démocratie ouvrière de masse), et les objectifs avancés remettent fondamentalement en cause l'organisation capitaliste et font écho au réformisme.

Pour nous, militants révolutionnaires, le problème est d'unifier ; de fondre avec ces travailleurs, les couches les plus traditionnelles de la classe ouvrière (OP, techniciens), et les autres couches exploitées (paysans, travailleurs).

Nous sommes en désaccord avec la majorité élue à Lille lorsqu'elle critique le nombre de courants révolutionnaires qui croient pouvoir axer leur stratégie sur la résistance des catégories sociales sur-exploitées (1) ; ou lorsqu'elle affirme que « le type de lumpen prolétariat que le capitalisme entretient pour accomplir les tâches les plus pénibles ne peut même pas être le moteur d'une transformation socialiste ». De fait, pour elle, l'axe du « nouveau bloc historique capable de renverser la bourgeoisie » se retrouve en dehors des couches du prolétariat définies au paragraphe précédent.

Cet axe pour le BN, passe par l'alliance des couches traditionnelles de la classe ouvrière et des classes dites « moyennes », les deux étant fortement soumises à l'influence du réformisme. Cela explique la sensibilité de la majorité de Lille par rapport à ces couches dites « moyennes » et sa préoccupation constante de ne pas s'en couper.

II. — CONSEQUENCES : De là découlent toute une série de conséquences pour la ligne du B.N. et nous manquons de place pour toutes les aligner :

- par rapport aux luttes ouvrières : le refus de tout affrontement national avec le réformisme à partir des luttes alors que localement les militants PSU y sont (depuis la RATP, la Lorraine jusqu'au Joint Français, et aux Nouvelles Galeries Thionville, il y a des dizaines d'exemples en dépit des lacunes de TS) ; le refus de poser la question de l'affrontement global avec l'Etat et la bourgeoisie alors que depuis quatre mois c'est à plusieurs dizaines de reprises que les flics interviennent pour tenter de casser une grève, etc. ;

- par rapport aux réformistes : à l'automne, la lettre et les rencontres avec le PS, les interrogations sur la transformation du PS, les variations sur le thème du « débordement » de l'union de la gauche, la reprise des thèmes sur le socialisme autogestionnaire sans poser la question du

pouvoir d'Etat, de sa conquête et de sa nature, alors que le congrès de Lille s'est prononcé majoritairement sur un texte concernant la dictature du prolétariat, etc.

Rapport au rôle de la scène politique et des institutions : c'est la stratégie « constitutionnelle » (1) qui se substitue à la stratégie du mouvement politique de masse considérée comme « éléments de réponse... insuffisants ». C'est l'importance démesurée attribuée aux élections (les fédés invitées dans la semaine du référendum - à présélectionner leurs candidats aux législatives -) ou aux municipalités (le soutien du PSU au Joint Français vu principalement à travers l'action de la municipalité), ce sont les opérations d'éclat du type de celle de « Bruxelles » pour le référendum ;

- par rapport aux mouvements révolutionnaires : transformation de l'erreur de l'enlèvement de Nogrette en « agissements totalement irresponsables » et l'appel à « toutes les organisations anticapitalistes pour qu'ensemble elles condamnent de tels agissements » sans même situer les responsabilités de la répression bourgeoise. En revanche, le travail commun avec Objectif Socialiste et les CIC est présenté comme la vraie réponse aux problèmes de l'heure, etc. ; (cf édito de TS) ;

- par rapport à la nature, au rôle et au mode d'élaboration du programme présenté comme l'initiative centrale du parti dans la période, etc. Au total, sur tous les plans, c'est la pente qui fait glisser le parti nationalement vers le réformisme alors que la situation des luttes lui donnerait toutes les chances d'être le pôle révolutionnaire. C'est une situation largement exploitée par les déviations spontanéistes (CdP) et organisationnelles (Ligue communiste) du mouvement révolutionnaire.

#### III. — RESULTAT DANS LE PARTI

De fait, ces absences comme ces initiatives conduisent à bloquer l'évolution globale du parti et à neutraliser les possibilités de le faire apparaître nationalement comme porteur d'une alternative révolutionnaire ancrée dans les luttes et clairement différente des stratégies réformistes. Les structures essentielles d'animation et d'intervention du parti sont bloquées : CNE, CNA, Commission Internationale...

Alors qu'ils sentent dans les luttes qu'ils mènent toutes les possibilités de la situation actuelle, les militants sont désemparés par la crise du parti. Certains se mettent sur la touche, d'autres partent sur la pointe des pieds, ou envisagent de partir en bloc (le courant 1, le courant 2) ne voyant même plus le moyen de se battre dans le parti.

Avec une telle direction, les risques de développement du localisme et du spontanéisme sont considérables. Il n'y a plus d'intellectuel collectif national. Le transfert des questions politiques sur le plan disciplinaire bloque toute possibilité de résoudre la crise politiquement.

#### IV. — NOTRE POSITION

- Nous disons clairement que nous considérons aujourd'hui que le Parti est la seule force militante à la base capable d'être un instrument de lutte révolutionnaire conséquente, de traduire la révolte et la lutte de classes effective en termes politiques, de porter les chances de la construction d'un parti révolutionnaire en réalisant l'unification de la classe ouvrière et des couches populaires. Ceci nous sépare de la GR et du courant 1 qui en abandonnant le terrain avant d'engager la lutte, contribuent à rendre impossible tout redressement révolutionnaire du parti.

- Nous disons clairement que nous nous hâtons dans le parti pour que notre ligne politique et notre pratique l'emportent contre la ligne politique et les pratiques qui conduisent peu à peu à son éclatement.

- Nous disons clairement que seule la détermination des militants pour un changement de ligne et de pratique nationale est capable de redresser la situation. A

l'heure actuelle, croire que c'est sauver le parti que de voter le rapport d'activité du BN, c'est ne pas voir que c'est confirmer la ligne et les pratiques qui ont conduit à la situation actuelle du parti. Un nouveau blanc-seing donné au BN AUJOURD'HUI équivaut au refus de bloquer dès maintenant une mécanique d'éclatement qui demain ne pourra sans doute plus être arrêtée.

C'est pourquoi nous faisons dès maintenant des propositions pour résoudre la crise sous la forme d'une motion présentée à toutes les sections et fédérations à l'occasion du Conseil.

#### PROPOSITIONS POUR RESOUDRE LA CRISE (Motion)

Dans la situation actuelle de crise grave du parti, il est nécessaire de prendre un certain nombre de dispositions dès le prochain Conseil National en vue de la résoudre politiquement.

##### 1. Conditions préalables :

- Il n'est pas possible d'éviter le débat, il faut l'ouvrir et prévoir sa clôture ;
- Tous les militants du parti doivent y participer, cela suppose le refus des sanctions disciplinaires à l'égard des militants qui s'interrogent sur leur sortie du parti ;
- Il ne faut pas geler l'action du parti pendant ce débat et fixer des axes de travail acceptés par l'ensemble du parti ;
- Il faut organiser le débat et fixer les thèmes.

##### 2. Axes de travail :

- Redonner vie à la CNE : lui donner les moyens de développer nationalement le soutien aux luttes ouvrières, et de concourir à leur articulation au niveau des trusts et des branches... ;
- Soutenir la CNA sur ses positions (rapport Lambert à la DPN) ;
- Lancer un travail à tous les niveaux du parti sur la question des travailleurs immigrés à partir de la synthèse des expériences actuelles ;
- Assumer nos tâches sur le Vietnam.

##### 3. Ne pas éluder le débat sur le fond, l'organiser démocratiquement.

- Ouvrir le débat au Conseil National et discuter de tous les problèmes. Préparer un Congrès capable de résoudre politiquement la crise actuelle ;

- Créer une commission des sages non membres de la DPN désignés à la proportionnelle des votes d'orientation de Lille chargée : de la sortie régulière des quatre pages intérieures de TS, du contenu de Directives, du contrôle des débats, des questions financières et des cartes ;

- Sauver TS (contenu et finances sont liés) : confier la moitié des pages à la CNE avec pour tâche notamment de prendre en charge les articles sur les luttes envoyés par les militants ; réserver une page à la CNA et à la CNF chaque fois que ces deux commissions le demandent.

##### 4. Les thèmes du débat. Dégager un projet politique à partir de la pratique.

- Les luttes : Bases sociales, objectifs, formes de lutte, les contradictions.
- Quelle stratégie ? Contrôle ouvrier, démocratie de masse, mouvement politique de masse, unité populaire, stratégie institutionnelle, prise du pouvoir, etc.

- Quelle pratique ? Orientation et type de travail militant, priorité, formes d'interventions, etc.

- Quel programme ? Rôle et nature du programme, thèmes centraux, mode d'élaboration.

- Quelles tâches concrètes pour le parti ? Comment résoudre les contradictions dans les luttes, rôle du parti dans le mouvement de masse, construction du parti révolutionnaire...

- Quel parti ? Comment être un intellectuel collectif à tous les niveaux, rôle et composition des directions, des commissions, ses moyens (TS, etc.), son organisation...

(1) Voir rapport sur « La Stratégie du PSU » voté en janvier par la majorité de la DPN.

tribune  
socialiste

Secrétaire de la rédaction :  
Philippe Guyot

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Rédaction  
Administration :  
9, rue Borromée  
PARIS (15<sup>e</sup>)  
566-45-37

Publicité : Information 2000  
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

Le présent numéro est tiré  
à 15.000 exemplaires

# • Le parti que nous construisons

Michel ROCARD

Le prochain Conseil National sera difficile. Ce ne sera pas la première fois. Il faut même avoir le courage de dire que c'est une bonne chose. Il n'y a de la vie que là où il y a conflit. Et les organisations incapables de faire des choix difficiles ne sont pas celles qui se développent : nous ferons des choix difficiles.

Significatif est d'ailleurs le nombre des commentateurs attristés qui nous enterrent déjà, pour la cinquième fois dans l'histoire du P.S.U. Qu'y a-t-il de commun en ce moment entre « l'Humanité », « Combat », le « Canard Enchaîné », « Rouge » et « Le Monde » ? Rien naturellement, les lignes sont divergentes, sauf sur un point : le P.S.U. gêne. Alors l'écho malveillant, la théorisation à pleines pages sur « l'éclatement », la place donnée à des informations non vérifiées, voire fausses... tout cela se multiplie. Il n'y a pas lieu de s'inquiéter : on a déjà connu cela (crise de 1962, suite du refus de s'associer à la F.G.D.S. en 67, etc.), et on s'en est finalement remis. L'intéressant, c'est le pourquoi. Il me semble qu'il y a deux raisons. La première, c'est que le P.S.U. reste un mystère. Le P.C., on sait ce que c'est. On n'est pas dépaysé. Il est prévisible. Les organisations trotskystes aussi. Dans une certaine me-

sure, les maoïstes aussi sont repérables, prévisibles. Et bien sûr le Parti socialiste même s'il est en cours de ravalement, répond à des lois connues. Mais le P.S.U. Rendez-vous compte. Cet incroyable parti est capable d'assumer la plus dure des discussions internes, la situation intenable d'une direction dont les décisions sont mises en cause, parfois sabotées, parfois même contestées publiquement par un certain nombre de militants, et en même temps de participer efficacement, souvent au niveau de la direction des luttes, à tous les conflits dans lesquels le patronat et le pouvoir sont obligés de reculer : Evian, Bati-gnolles, Brégilles, Nouvelles Galeries Or-léans, Joint Français et autres hier, au-jour d'hui Nouvelles Galeries Thionville, Lar-zac, Zéland Gazuit. Partout en France, ça tient, précisément dans les cas où le P.C. se réclame, voire tente de briser la lutte. Soyons plus net : Evian, Joint Français, référendum aussi, pourquoi l'oublier, nous nous réconcilions avec une habitude per-due, celle de la victoire. Même s'il n'a jamais été question de la remporter seuls. Naturellement, ces victoires ne sont que partielles, mais comment imaginer une vic-toire globale contre le capitalisme qui ne soit pas précédée d'innombrables victoires partielles ? On comprend qu'un tel parti trouble et dérange, car on se dit que pour

résister à son maelström interne, il faut des caractères bien trempés. C'est le cas et cela inquiète.

Il y a une deuxième raison. Elle est élec-torale. Le jeu politique a ses règles, et ses observateurs troublés dès que les ré-gles ne sont plus respectées. Le P.C. et le P.S. jouent dans les règles. Bien. En quar-ante ans d'impuissance, le trotskysme a su inculquer à la France la certitude qu'il ne dérangerait jamais les règles. Bien. Mais si le P.S.U. se développait, s'il jetait le trouble dans le partage des cases au petit jeu du tiercé de la gauche dans cha-que circonscription... Il faut empêcher cela, il faut entraver, voire démolir le P.S.U. avant qu'il ne fasse des dégâts. Une alter-native révolutionnaire qui deviendrait popu-laire et crédible est une perspective in-soutenable pour l'opposition patentée. Et l'on cogne : voir liste des organes de presse, deux paragraphes plus haut. La liste reste ouverte.

Cet acharnement, c'est notre honneur. Pour que le P.S.U. gêne tant, il faut qu'il soit porteur de quelque chose d'essentiel. Il nous reste à le mieux définir. Mais il y a une condition préalable : re-faire le Parti. Notre drame est que dans cette situation, nos pires adversaires aient trouvé des alliés de fait à l'intérieur du Parti.

Sous prétexte que nous ne voulons en au-cun cas refaire une bureaucratie politique mieux, que nous voulons respecter la di-versité d'où vient la richesse collective de nos expériences, il s'est trouvé des mi-litants pour chercher abri au P.S.U. le temps d'engager solidement la construction d'une autre organisation nationale, voire de plu-sieurs ! Le Parti a gravement souffert des pratiques de ceux qui n'entendaient y res-ter que pour des raisons tactiques. Ce re-fus d'annoncer clairement les perspectives politiques et organisationnelles, cette vol-onté de les cacher pour éviter qu'elles donnent lieu à débat, ont paralysé le P.S.U. toute cette année. Il a aussi affaibli le mouvement révolutionnaire en y rendant impossible toute clarification réelle.

Ces comportements doivent prendre fin à partir du Conseil National. Faute de quoi il n'y aurait plus de P.S.U., ce que sans doute certains souhaitent, mais ils seront déçus. S'agissant aussi bien des camarades de la Gauche Révolutionnaire, qui décident en Assemblée générale du principe de leur départ collectif tout en réservant le choix de la date et des modalités pour le mo-ment où ils auront porté le tort maximum au P.S.U., que des camarades « marxistes révolutionnaires » qui négocient les con-ditions de leur accueil à la Ligue Commu-niste, le Bureau National a rassemblé l'information nécessaire. Dans toute autre organisation que le P.S.U., ces camarades auraient été instantanément exclus. Nous ne l'avons pas fait car des procédures bu-reaucratiques ne permettent pas d'attein-dre l'objectif essentiel : c'est le P.S.U. tout entier qui doit faire sa mutation, assu-mer sa place dans le mouvement révo-lutionnaire tout en sachant lui donner des perspectives politiques et non plus seule-ment agitateuses ou organisationnelles.

Or, la situation nous a rarement fourni des chances aussi grandes qu'en ce mo-ment. Un régime empêtré de ses contra-dictions, de son affairisme et du hiatus entre sa toute-puissance politique appa-rente et son impuissance sociale réelle, une gauche traditionnelle qui ne répond en rien aux aspirations profondes des masses tel-les qu'elles se dégagent des mouvements ouvriers paysans ou même commerçants, tout cela devient de plus en plus percep-tible, et ouvre la voie à une réponse ré-volutionnaire. Le meurtre d'Overney a don-né une première occasion à cette réponse de s'exprimer. Le P.S.U., loin de vouloir y jouer les arbitres de l'extrême gauche, a cherché au contraire à constituer le mouvement révolutionnaire en une force politique réelle, en favorisant l'unité des révolutionnaires, tout en refusant de les voir s'enfoncer dans une pratique gau-chiste qui les isole et les coupe des masses, lourdement influencées qu'elles sont par le réformisme. L'enlèvement de Nogratta a brisé cet élan. Il faudra trou-ver d'autres moyens et d'autres occasions de le relancer.

Les plus urgents visent l'élaboration, sur une base aussi large que possible, de cet ensemble cohérent d'objectifs unifiants qui doivent composer un programme révo-lutionnaire. Ce sera l'objet du prochain con-grès. Le B.N. a proposé dans ce domaine une stratégie d'élaboration très longue. Sa mise en place a été carrément sabotée. Mais la chance de redémarrage du Parti est là, même s'il faut, et le B.N. y est prêt, revoir certains aspects du projet « la Révolution, qu'est-ce que c'est ? ».

En tout cas l'énergie des militants, le renforcement de la présence du P.S.U. dans les luttes, les chances que nous of-fre une situation à laquelle personne ne répond, et le travail programmatique déjà largement entamé décrivent la voie de la remontée l'an prochain. La condition, c'est qu'il n'y ait plus deux partis en un. Il appartiendra au Conseil National de trancher.

## • Pas de potion magique pour le PSU

Denis BERGER,  
Jacques MOIROUX,  
Michel ODACIER.

Le PSU est en crise. Une crise générale, totale. Définitive selon toute probabilité. Le parti qui, depuis quatre ans, se voulait au centre des luttes n'est plus. Il ne renai-tra pas de ses cendres.

Tous les militants le déplorent. Mais aucun d'entre eux ne peut, à l'instar du Bureau national qui proscribit le terme de crise, ignorer la vérité. Pas plus qu'il ne peut suivre ceux qui attribuent aux seules luttes de fractions la dégénérescence de l'organisation qui a rêvé d'être « le plus grand parti révolutionnaire d'Europe ».

Car la crise du PSU ne se limite pas à l'élite d'initiés qui hante la rue Borromée : ce ne serait ni très nouveau, ni très grave. La crise est vécue par les militants. Ceux-ci ne croient plus en la capacité d'action collective de leur parti. Ils n'ont plus confiance dans la direction élue. Scepti-cisme et repli sur soi sont les traits les plus fréquents, même s'ils ne sont pas également présents partout, même s'ils atteignent davantage Paris que la province.

Cette situation ne doit rien au hasard. Si le PSU en est là, c'est parce qu'il a été incapable de faire face à ses responsabi-lités. Entre 1968 et 1970, il a été le lieu où se rencontraient des militants d'origines diverses, des révolutionnaires et des cama-rades en train de rompre avec le réfor-misme. Il a été le reflet de l'évolution vers la gauche d'une partie du mouvement ouvrier. Il ne pouvait en rester là. Un seuil devait être franchi : définir un programme politique qui rompe avec le réformisme sans sombrer dans l'éclectisme ; préciser une stratégie de lutte de masse, dans les entreprises notamment ; se doter d'un sys-tème d'organisation efficace. Des tentati-ves ont été faites dans ce sens. Elles n'ont abouti à aucun changement d'ensemble, noyées qu'elles ont été dans l'unanimité factice qui se créait périodiquement autour de vocables imprécis, tel le « mouvement politique de masse ».

Rechercher les responsabilités de cette faillite est nécessaire, en dehors de tout esprit de règlement de compte. Nous ne pouvons tolérer que les très nombreux et très réels acquis des militants du PSU soient définitivement perdus. Pour engager un travail futur, il faut faire un bilan.

Il est accablant, en premier lieu, pour l'ac-tuel Bureau national, équipe de rencontre née de la majorité hétéroclite du Congrès de Lille.

Ce n'est pas le lieu de faire ici un contre-rapport d'activité. Bornons-nous à enregis-trer que la plus grande qualité des diri-geants actuels du PSU a consisté à ne pas choisir d'orientation claire. Malheureu-sement, la réalité politique et sociale est plus rigoureuse que les théoriciens de « la révolution, qu'est-ce que c'est ? » : à force de ne pas prendre de décisions claires, on est contraint, bon gré, mal gré, de s'adapter aux courants dominants du mouvement ouvrier. De là découle la prati-

que actuelle du Bureau national, tiraillé en permanence entre le flirt avec le PS et le désir fou d'être l'expression politique du courant informellement réformiste que représente la direction de la CFTD.

Les zigzags qu'implique cette indétermi-nation dans la détermination opportuniste vont à contre-courant de la volonté implicite de la majorité des militants de base du PSU. De cette contradiction naît la crise actuelle dans laquelle la responsabilité du Bureau national est déterminante. Reconnaissons à Rocard une certaine logique : confronté à une situation qu'il a largement contribué à créer, il per-siste dans ses méthodes extra-politiques ; c'est par des mesures disciplinaires qu'il cherche à résoudre les problèmes. Le prochain Conseil national qui devait discu-ter de stratégie internationale va être con-sacré à une bataille obscure sur des pro-blèmes disciplinaires.

Excusez-nous, camarades, mais nous ne tomberons pas dans le panneau. Le PSU a besoin d'un débat politique, le plus clair et le plus approfondi possible. Toute tenta-tive de poser en préalable, même sous une forme détournée, l'exclusion d'un cou-rant de la gauche du PSU est un obstacle à la clarification politique. Nous laisserons à ceux qui, comme Mousel, s'accrochent à des principes abstraits de fonctionne-ment idéal d'un parti révolutionnaire que n'est pas le PSU le soin de jouer le grand air de l'unité du parti.

Nous nous opposerons à toute sanction, dont le seul résultat serait d'accélérer la décomposition dans la confusion. Ceux qui espèrent se « remettre au travail » après l'exclusion de la G.R. doivent savoir qu'ils le feront peut-être avec Chevénement mais pas avec les militants révolutionnaires du PSU.

Cette position n'implique de notre part aucune solidarité avec les positions poli-tiques de la GR. Nos désaccords sont très nets, et portent notamment sur l'attitude par rapport aux syndicats, le travail ouvrier, le refus du front des révolutionnaires, le comportement infantilement fractionnel. Ces camarades, par leur refus de poser claire-ment le problème de l'organisation révo-lutionnaire contribuent à la confusion gé-nérale. Mais, eux, se situent dans le camp révolutionnaire et nous voulons un débat clair avec eux.

Car, il faut enfin se décider à aborder les vrais problèmes constamment esquivés depuis des mois et des mois. Il nous faut dire clairement que le PSU ne peut plus être le centre d'un regroupement des ré-volutionnaires. Par contre, ceux de ses militants qui demeurent fermes sur leurs options révolutionnaires doivent maintenant se fixer un objectif : contribuer à la res-tructurisation du mouvement révolutionnaire (à sa recombinaison organisationnelle, qui ne se limite pas à des fusions). C'est-à-dire engager, à tous les niveaux, les ac-tions militantes et les débats théoriques qui aideront à la constitution d'un véritable regroupement par lequel l'extrême gauche deviendra une force politique cohérente, capable de répondre à la volonté militante de l'avant-garde qui se dégage dans les luttes ouvrières et paysannes, capable à

terme de disputer la direction du mouve-ment ouvrier aux organisations réformistes, au PCF en premier lieu.

Il s'agit d'une bataille politique qui ne peut se résumer à un simple processus de fusion. Seuls ceux qui envisagent le militantisme comme une simple présence dans l'organisation qui a l'apparence la plus rassurante peuvent penser que, dès lors que le PSU fait eau de toute part, il faut se précipiter ailleurs au plus vite. Les ca-marades qui à l'heure actuelle rallient ou se préparent à rallier la Ligue communiste ne font pas un choix politique : ils prati-quent un ralliement confortable et seront amenés à renoncer de plus en plus à toute critique de fond. La crise du PSU peut expliquer leur comportement ; elle ne le justifie pas. Nous le disons d'autant plus nettement que nous avons travaillé étroite-ment avec la plupart d'entre eux (et formulé ensemble une critique de la Ligue).

Nous ne proposons pas la voie de la facilité. Nous savons que la confusion per-sistante du PSU dresse de nombreux obs-tacles sur le chemin de la clarification poli-tique. Pour nous, la crise actuelle du PSU n'est qu'un moment d'une lutte à plus long terme pour la création du parti révo-lutionnaire dont une étape essentielle est la réalisation d'un véritable front des ré-volutionnaires. L'heure n'est plus de sub-tilités tactiques aboutissant à des rassem-blements de cadres « historiques » qui se répartissent l'illusion de diriger un parti dé-composé. La parole doit être maintenant aux sections, aux groupes d'entreprises, aux militants.

Pour notre part, nous nous battons sur les positions suivantes :

— Tout mettre en œuvre pour que s'ouvre, avec les organisations qui se posent le problème du parti révolutionnaire (Ligue communiste, Lutte ouvrière, Révolution en premier lieu) et débat public général.

— Tout mettre en œuvre pour que cette confrontation porte sur des activités pra-tiques qui engagent les militants de base du PSU : intervention en direction des en-treprises, préparation du prochain congrès de la CFTD, front commun pour les élec-tions législatives de 1973, etc.

— Tout mettre en œuvre pour aboutir à un véritable travail politique dans les entre-prises.

Cette orientation doit être prise en charge par les militants eux-mêmes. Est-il be-soin de dire que, sur la base de sa pra-tique, nous ne faisons aucune confiance au Bureau national actuel dont nous re-jetons le rapport d'activité, assemblage de phrases destiné à masquer les trous de l'orientation.

Notre problème n'est pas non plus de maintenir à tout prix une unité factice comme le proposent ceux qui cherchent à esquiver les problèmes politiques fonda-mentaux. Il s'agit de sauvegarder les as-pects positifs de l'expérience du P.S.U. pour en faire profiter l'ensemble du mou-vement révolutionnaire.

Ouvrons donc un véritable débat. Quelles que soient les conséquences organisation-nelles. Seuls souhaitent l'immobilisme ceux qui ont à gagner de la confusion générale.

# • Miner le PSU c'est faire le jeu du réformisme

Michel DESTOT.

A ne voir du P.S.U. que ses difficultés internes, on pourrait finir par croire que beaucoup de camarades se plaisent dans cet état de crise stérilisant. On peut comprendre l'intérêt de l'état-major du P.S. à voir un P.S.U. affaibli, émietté... d'où sortiront bientôt des militants à repêcher et quelques milliers de voix à récupérer. On comprend moins bien par contre ce qui peut pousser des camarades membres du P.S.U. et qui clament par ailleurs fort haut leur appartenance au mouvement révolutionnaire, à miner de l'intérieur en collaboration objective avec des forces extérieures, un parti considéré pourtant par tous comme le principal outil politique révolutionnaire de ce pays, et ce, en dépit de toutes les difficultés qu'il rencontre dans sa longue marche au socialisme.

La Gauche Révolutionnaire nous fait savoir qu'elle prépare sa rupture avec l'ensemble du parti et attend pour cela les conditions qui lui seront les plus favorables. Soit, c'est son affaire. Mais le reste du parti, l'écrasante majorité, doit-il rester impassible devant cette situation qui le bloque sur lui-même, de peur de perdre des plumes s'il prend quelque risque ?

Le prochain Conseil National doit prendre acte qu'il y a effectivement « deux partis dans le parti » et reconnaître dans la foulée l'autonomie politique et organisationnelle de la G.R.

Pas de procédé juridique, pas de condamnation disciplinaire, mais choix politique clair imposé par une décision collective du parti, reposant sur le constat pur et simple des faits proclamés par la G.R. elle-même. Car l'important, nous le savons, c'est après... Ne nous trompons pas d'objectifs, n'abandonnons pas toutes nos forces à des batailles d'arrière-garde qui nous font désorienter pendant ce temps le terrain des luttes sociales et politiques.

Car le paradoxe de la situation est saisissant. Jamais peut-être dans son histoire, les chances du P.S.U. et du mouvement révolutionnaire n'ont été aussi grandes. Jugeons. L'échec criant de la politique « sociale » de Chaban, la multiplication des scandales rendus publics, la défaite du pouvoir au dernier référendum, mettent le régime en péril, incapable qu'il est d'assurer sa propre survie après 14 ans de règne sans partage. C'est cette situation de crise ouverte qui rend plus actuel que jamais le développement d'une alternative politique révolutionnaire.

Or que voit-on au sein du mouvement ouvrier ? Le P.C. et la C.G.T. se replient sur eux-mêmes, refusant d'impulser tout mouvement, toute dynamique quelle qu'elle soit. Par crainte de se laisser « déborder » de ne plus contrôler « à gauche » l'ensemble des forces politiques en jeu, par peur d'un nouveau « mai 68 », le courant communiste préfère tout bloquer, quitte à casser provisoirement en deux le mouvement ouvrier.

Mais alors quelle issue politique possible pour le réformisme ? ... L'Unité de la gauche ? qui y croit ? ... Sûrement pas le P.C. qui se rend compte qu'une prise de pouvoir en France, même électorale, est difficile aujourd'hui sur ses propres bases, l'existence d'un courant socialiste réel (l'extrême-gauche du P.S., militants C.F.D.T., C.D.J.A., P.S.U., inorganisés, groupes révolutionnaires...) remettant en cause le jeu d'alliances tranquilles d'avant 68, sans d'ailleurs proposer une véritable alternative politique, en raison de son inorganisation et de la confusion de son expression publique.

... Sûrement pas non plus Mitterrand dont les hésitations actuelles ou la « prudence » remarquée au lendemain d'un référendum qui lui a été plutôt favorable montrent bien

l'embarras du P.S. qui doit continuer d'affirmer sa position « unitaire » traditionnelle (pour maintenir un semblant de cohésion interne) sans bien savoir ce que veut réellement le P.C.

Bref, l'initiative de l'offensive politique ne peut désormais être le fait que du mouvement révolutionnaire. Et cette initiative est possible. L'une des raisons essentielles de cet espoir est peut-être l'évolution globale de la C.F.D.T. vers des positions socialistes révolutionnaires, en dépit du poids des contradictions qu'elle continue de véhiculer (ses courants sociaux-démocrates, son penchant anarcho-sindicaliste, la faiblesse politique de nombreux de ses militants). Nous savons que nous lui devons d'une certaine façon une tentative de déblocage de la situation créée au sein du mouvement ouvrier par le P.C. et la C.G.T. et de l'isolement politique qui nous guettait.

Mais nous savons aussi qu'il faut à présent passer à un stade d'affirmation politique plus clair en exprimant ce qui est sous-jacent dans toutes les luttes sociales qui secouent aujourd'hui le pays : les termes d'une alternative révolutionnaire. Et à mesure que les illusions réformistes s'estompent, que l'horizon révolutionnaire se desserre, le silence du P.S.U. devient de plus en plus coupable.

Car ce n'est pas l'ultra-gauche, avec ses composantes spontanéistes et populistes, avec son mépris des rapports de force, sa ligne politique symbolique et exemplaire mais coupée de l'ensemble des travail-

leurs qui permettra le déploiement d'une véritable offensive collective de masse, seule capable de conduire à la victoire.

Pour vaincre, il faut dépasser la vision étriquée et étroitement organisationnelle (à l'image des innombrables sectes qui se sont succédées depuis 40 ans) d'un mouvement révolutionnaire qui s'identifierait à la somme des différents groupes dits révolutionnaires et du P.S.U., alors que justement la réalité des luttes et des actions de masse (Joint Français par exemple) montre que ce mouvement révolutionnaire recouvre une tout autre réalité, c'est-à-dire une quantité considérable de camarades qui se situent en dehors de tout groupe et qui mènent leur combat politique le plus souvent à l'intérieur des mouvements de masse (C.F.D.T., C.D.J.A., F.E.N., C.G.T. ...).

Pour gagner, il faut renoncer aussi à la vision mythique d'un pôle révolutionnaire conçu comme mouvement sans structure et sans organisation, où tout se fonderait dans un vaste mouvement de base (assemblée générale des travailleurs, comités de base...) où les courants politiques « traditionnels » disparaîtraient, comme par enchantement, sous la spontanéité des masses.

La victoire du socialisme dans ce pays passe au contraire par le développement d'une force politique réelle capable de manifester que l'enjeu des batailles qui se mènent ici et là n'est pas de confier « les destinées nationales » à des camarades délégués qui auraient combiné le partage

des responsabilités autour d'un tapis vert, mais d'arracher le pouvoir politique et économique à la bourgeoisie pour décider collectivement du développement des forces productives et de la façon dont s'organiseront, en conséquence la vie sociale du pays. C'est se battre pour l'unité des travailleurs, c'est-à-dire pour une unification de leurs luttes qui débouchera dans la phase d'affrontement central sur la grève générale, la paralysie de l'appareil de production capitaliste ouvrant la voie à la gestion collective par les travailleurs de leur outil, travail et formation en vue de l'édification d'une société autogérée.

Trop de tournants ont été manqués, trop d'espoirs nés en mai 68 ont été déçus pour nous satisfaire longtemps encore de notre état de relative impuissance.

Alors que le régime qui nous gouverne étale au grand jour ses lézardes, nous ne pouvons laisser sombrer ainsi dans la résignation ou l'attentisme la principale force porteuse d'espérance révolutionnaire.

Cela exige du P.S.U. une attitude militante beaucoup plus offensive. Cet effort collectif est possible.

Ceux qui ne voudraient pas en terminer avec cette situation de flottement politique entretenue par tous les courants centrifuges qui entament la crédibilité et la puissance du P.S.U. et du mouvement révolutionnaire, comme ceux qui se satisfiraient d'un P.S.U. amoindri, recroquevillé sur lui-même, sans horizon, ne feraient en fait que relancer les forces réformistes !



P. Peker

## • Sur la situation interne du parti

Bureau Fédéral des Côtes-du-Nord

Les conflits de tendances au sein du P.S.U. normaux dans un parti démocratique, dégénèrent actuellement en querelles publiques qui mettent en danger le parti tout entier. Ces querelles, dans notre Fédération, sont mal comprises des militants et contribuent à les démoraliser.

1. Il nous semble que le parti a fortement souffert, depuis le congrès de Lille, d'un véritable désordre organisationnel. Il s'est installé des structures parallèles qui aboutissent dans l'action à des incohérences. Nous n'en rappelons qu'un exemple qui nous a été spécialement sensible : « l'histoire des minorités ethniques ».

Des camarades qui avaient joué un rôle important dans la vie de la Fédération depuis quelques années ont cessé de travailler dans les cadres normaux du parti ; ils ont d'ailleurs fini par donner leur démission.

débat politique de fond s'ouvre au Conseil National, qu'il se poursuive dans tout le parti tel qu'il est aujourd'hui — qu'il trouve sa sanction dans la réunion d'un Congrès national extraordinaire, convoqué à l'automne. Le Conseil National devra bien entendu arrêter les mesures qui permettront au débat politique de se dérouler dans des conditions de clarté et de démocratie interne, sans lesquelles il n'aurait aucun sens.

Seule cette condition pourra donner aux militants du P.S.U. l'occasion de se prononcer alors en toute connaissance de cause et en toute clarté.

Les Bureaux Fédéraux

des Alpes-Maritimes,  
des Bouches-du-Rhône,  
du Calvados,  
de la Mayenne,  
du Maine-et-Loire,  
du Pays Basque,  
des Pyrénées-Orientales,  
du Rhône,  
de la région Nord-Pas-de-Calais  
de la région parisienne.

Au niveau national, il est indispensable qu'il soit mis fin à des situations intolérables. Il est inadmissible que des camarades qui affirment « les seuls problèmes à se poser sont de savoir quand et comment nous quitterons le P.S.U. et pour quoi faire », n'aient pas été exclus et puissent peser sur les décisions du parti. La première tâche du Conseil National doit être de clarifier la situation sur ce point.

2. L'expérience des luttes récentes (en tout premier lieu celle du Joint Français) nous a confirmé la justesse des positions prises par la majorité du P.S.U. et le caractère positif de ce qu'il n'est pas exagéré d'appeler les acquis du P.S.U.

1) La lutte du Joint a bien mis en évidence le caractère mythique de la fameuse « Union de la gauche ».

Nous avons constaté :

a) l'incapacité totale du P.S. à agir dans la lutte, leurs rares militants étant peu préparés à intervenir dans des conflits ouvriers.

b) Le rôle de frein mené tout au long de la grève par la C.G.T. (appuyée par la majorité de la F.E.N. à sa remorque) et par le parti communiste. L'obsession de « l'aventurisme gauchiste » voue ces organisations à la paralysie.

2) En revanche il a été possible de travailler en accord avec les jeunes Maoïstes et la Ligue, à condition de rester vigilants, d'éviter de se laisser déborder par eux, de se garder de leur tendance au geste spectaculaire ou à l'exagération verbale.

3) Il est apparu clairement qu'aucune action de masse n'est possible si, l'on se met systématiquement à dos les organisations syndicales et en particulier la C.F.D.T. En se mettant dans les luttes à leur côté, on ne renonce pas pour autant à des conclusions et à des actions proprement politiques. On ne renonce pas pour autant à déclarer clairement qu'on n'est pas d'accord avec toutes les positions des syndicats, quand il y a lieu.

4) L'extension de la solidarité à la Bretagne entière a confirmé l'importance du combat régional. Les positions prises depuis des années par le P.S.U. sur le problème de la régionalisation (« décoloniser la province ») ont trouvé dans les faits une éclatante confirmation.

De même le rôle important joué par les municipalités (en particulier celle de Saint-

Brieuc) et les élus, à divers niveaux, dans le soutien de la lutte et l'extension de la solidarité, a confirmé qu'il n'était pas sans importance de conquérir des mandats politiques, à condition d'éviter les compromis et l'électoralisme.

Tous ces faits démontrent, selon nous, que la présence d'un parti organisé comme le P.S.U. (et non de simples cercles d'études ou des clubs) au sein de l'échiquier politique français, est absolument indispensable pour promouvoir nos objectifs révolutionnaires de socialisme décentralisé et d'autogestion. Il est capital que le P.S.U. survive face aux équivoques de la social-démocratie et à l'incapacité militante du P.S. ; en présence du monolithisme paralysant de la C.G.T. et du P.C. qui trahissent dans l'action leurs objectifs prétendument révolutionnaires ; en se gardant enfin des excès des groupes d'extrême-gauche, capables d'actions militantes, mais souvent marqués soit par un spontanéisme désordonné, soit par le sectarisme, en tout cas toujours obsédés par des querelles idéologiques qui retardent l'action au lieu de la favoriser.

CONCLUSIONS. — Pour toutes ces raisons le Bureau Fédéral des Côtes-du-Nord souhaite :

- une réaffirmation très claire du P.S.U. comme parti vraiment unifié dans l'action, ce qui n'est nullement contradictoire avec la démocratie interne : le parti discute à tous les niveaux avant la décision ; mais exécute quand la décision est prise ;
- une direction nationale ayant réellement autorité sur le parti ;
- un effort d'implantation qui ramène vers nous des camarades désorientés par les incertitudes passées ;
- un effort de militantisme accru, par une participation à la fois dynamique et intelligente aux luttes, susceptible d'étendre notre audience à de nouveaux camarades, chez les ouvriers, les paysans et les jeunes.

Tout en soulignant que le Bureau national n'a pas pu, en raison de la situation difficile qui lui était faite, impulser l'action du parti avec toute la clarté et l'énergie souhaitables, le Bureau fédéral des Côtes-du-Nord approuve le compte rendu d'activité du B.N. et fait confiance à ce dernier pour réaliser dans les mois qui viennent un redressement indispensable du parti.

L'aggravation de la crise du P.S.U. conduit le parti au bord de l'éclatement. De nombreux militants s'interrogent, depuis le congrès de Lille, sur le choix réel du P.S.U. entre les pôles révolutionnaires et réformistes, sur sa capacité à soutenir et unifier les luttes populaires en proposant à celles-ci un débouché politique.

Cette situation devrait conduire à ouvrir au cours du prochain Conseil National une discussion de fond sur l'ensemble des questions posées par l'évolution du parti. C'est le moment que choisissent le Bureau National et ceux qui le soutiennent (motion Mousel dans la région parisienne) pour proposer une réponse disciplinaire à un problème politique — et obtenir l'exclusion de la gauche révolutionnaire. Tout se passe comme s'il s'agissait pour le B.N. de renforcer sa majorité en se débarrassant de ses oppositions par étapes successives. Nous n'acceptons pas qu'on veuille éluder le débat en brandissant des épouvantails et en désignant des boucs émissaires pour ne pas avoir à discuter de la situation du parti et à fixer les responsabilités.

Nous opposons à cette entreprise de liquidation une proposition précise. Que le